

CAPACITE POLITIQUE DES GENS ET DISTANCE A L'ETAT : UN POSSIBLE A L'OEUVRE.

Rencontre le jeudi 10 Avril

A l'issue de plusieurs années de pratique, d'expériences, de réflexions sur la politique, nous pouvons aujourd'hui affirmer **qu'il est possible d'inventer et de déployer une capacité politique permettant « un agir » libéré de la question du pouvoir d'état ;** une politique dont le centre est ce qui arrive aux gens et ce qu'on veut (et non ce qu'on refuse).

A quiconque s'intéresse et s'interroge sur la possibilité, pour aujourd'hui, d'une politique du côté des gens, (*qu'on l'appelle « d'émancipation » ou autrement*), nous pouvons dire que c'est à partir de cette double question : **capacité des gens et distance à l'Etat**, que se jouent les choses et qu'il faut accepter de les réfléchir.

Cette politique nous la proposons pour l'instant sous la forme suivante :

Faire exister une capacité, une puissance des gens, à distance de l'Etat.

Décider que l'état ne doit plus être le centre de la politique, décider au contraire de bâtir cette politique volontairement à distance de l'Etat, cela exige pour la pensée, pour l'action, des ruptures importantes.

Car on voit bien que l'Etat reste le centre de la pensée et de l'action dans la plupart des tentatives ou propositions diverses, même sous des formes différentes (par exemple : en appeler à « *un autre état* » que ce soit par les élections ou la révolution ; en appeler à *sa destruction immédiate* ou par « *transitions* » ; ou alors la tentative d'ignorer l'Etat « *en se retirant du monde tel qu'il va, afin d'inventer de nouveaux rapports sociaux* », etc..).

Pour rompre avec ce mode ancien, et créer les conditions d'une autre approche, nous partons de 2 postulats :

1) les gens pensent, ce qui se matérialise par la mise en place de processus :

Ce que nous appelons processus, ce sont des moments où des gens se constituent et se mettent en « **capacité à** » : capacité à penser et dire ce qu'ils veulent, pour tous, sous la forme de principes et de propositions précises qui en découlent ; capacité à traiter et tenir ces points face à l'Etat, responsables politiques ou administratifs ;

Dans ces processus, une puissance se dégage clairement à partir de ce que l'on veut, du point de la vie des gens, et non du point de l'Etat : ***ainsi une distance à l'état existe dans ces moments-là car une capacité politique singulière existe, en intériorité.*** Une efficacité se met en place, un rapport serré au réel existe.

Ces processus, donc cette capacité à distance de l'état, se déploient dans des séquences précises : séquences dont la durée varie et dépend de la décision subjective des acteurs de ces processus. Cette durée peut-être liée à la mise en place effective d'un principe énoncé au départ, ou au constat d'une impasse à un moment donné (*ce point sera développé à partir d'exemples précis*).

A la fin de ces processus, la séquence s'achève, les lieux créés pour penser et mener ce travail se ferment. Il ne reste alors que ce qui a eu lieu, et qui en général n'est pas négligeable (*des principes nouveaux sont sortis, des batailles ont transformé la situation, le réel est modifié, des subjectivités ont changé...*).

2) La politique se pense à partir d'elle-même, et non à partir de pré-requis ou de décisions prises en amont ou en dehors des processus. C'est dans les processus, à partir de leur propre volonté, de leur propre décision, que les gens inventent les principes, mènent la bataille, font des bilans, ils ne s'y autorisent que d'eux-mêmes. Notre expérience là-dessus est importante : papiers, droits, jeunesse et école, logement... Sur tous ces points, nous avons une histoire propre, avec ses inventions intellectuelles, ses inventions de lieux, ses batailles, son rapport au réel fait d'enquêtes, de rapports aux situations, aux gens.

*Cependant, **TENIR LA DISTANCE** (au sens d'être dans un rapport constant au réel, à sa transformation et à ce que pensent les gens en situations ; et d'être capables de penser ce réel et de se laisser interpellé par) et **SE TENIR Y DISTANCE DE L'ETAT** demande une permanence que ne permettent pas, à eux seuls, les processus cités plus haut.*

Cette permanence se donne pour l'instant dans un lieu, lieu qui donne du souffle car il permet de penser les situations politiques dans leur diversité, et permet la possibilité d'une intelligence collective sur la politique elle-même.

Ce lieu est aussi lieu d'expériences et d'apprentissages de ce « métier » particulier, qui est d'inventer la politique en la faisant et en la pensant, avec ceux qui le décide.

Lieu de disponibilités pour ouvrir à de nouveaux processus et où l'on se laisse interpellé par des situations nouvelles portées par tel ou tel.

Nous savons aussi ce que ce lieu ne doit pas être : ni un parti, ni une avant-garde, ni rassemblement de « gardiens du temple », ou « chefs d'orchestre ».

Ce lieu s'invente et se modifie au fur et à mesure que nous apprenons et défrichons ces nouveaux chemins de la politique, celle pour aujourd'hui, qui à la fois fait défaut et commence à exister.

**C'est autour de ces points que nous vous invitons à débattre
à la « Rencontre pour penser l'Aujourd'hui », le Jeudi 10 Avril à 18h30**

Rue du Lieutenant Colonel Pelissier, Métro Capitole, Toulouse
Espace DURANTI, salle au 3^e étage (Entrée libre)

Dans le cadre des "**Rencontres pour penser l'Aujourd'hui**", proposées par "**CEUX QUI VEULENT LE PAYS POUR TOUS**".

Pour tout contact : 06-13-06-94-62 Mail: ouvriersgensdici@free.fr
Site : www.ouvriersgensdici.net

Toulouse, le 25/03/2014